

# Plus

## Élections 2003



**Des oh!  
et des bah!**  
Page B5

**Sondages: faut-il les croire?**  
Louise Leduc, page B7

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 15 MARS 2003



Photo RAMAZAN OZTURK, Associated Press ©

Sortant de leurs cachettes, les survivants de l'attaque se sont trouvés dans une atmosphère apocalyptique. Des milliers de cadavres jonchaient le sol de la ville, bouche ouverte, comme endormis sur le pavé. Des femmes serrant leur bébé dans leurs bras. Des vieillards écroulés, les yeux fixés sur l'éternité. « C'était affreux. Je ne pourrai jamais oublier ces images », raconte l'un des survivants à notre envoyée spéciale.

# HALABJA, VILLE MARTYRE

Il y a 15 ans, Saddam Hussein larguait un cocktail d'agents chimiques sur les Kurdes



ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale

**AU KURDISTAN IRAKIEN**

*Aspergée de gaz chimiques par l'aviation irakienne, le 16 mars 1988, Halabja, dans le Kurdistan irakien, ne s'est jamais remise de ce massacre aussi ignoble qu'ignoré du reste du monde. Quinze ans plus tard et à l'aube d'une guerre contre l'Irak, la ville martyre vit dans l'angoisse d'une nouvelle tragédie. Et appelle désespérément au secours.*

**H**ALABJA — Peu avant midi, le 16 mars 1988, les bombes irakiennes commencèrent à pleuvoir sur Halabja. Les habitants avaient l'habitude de ces raids meurtriers. La guerre Iran-Irak entraînait dans sa huitième et dernière année. Adossée aux montagnes séparant les deux pays ennemis, la ville kurde et rebelle du nord de l'Irak se trouvait en plein sur la ligne de front.

Deux jours plus tôt, l'armée iranienne, appuyée par les peshmergas (combattants) kurdes de la région, avait poussé les troupes de Saddam Hussein hors de la ville de 80 000 âmes. Tous savaient que le dictateur irakien n'en resterait pas là. Mais personne n'avait pu imaginer l'atrocité de sa riposte.

Ce jour-là, Aras Abid Akram fut blessé au dos et à une jambe par un éclat d'obus avant de pouvoir se réfugier dans la cave d'un voisin. Ils étaient une centaine, entassés dans la sombre pièce, afin de se protéger des bombardements de l'aviation irakienne. Pendant deux heures, ils ont attendu, impuissants. Dehors, leur ville croulait sous les obus.

Puis, la rumeur de la guerre s'est adoucie. L'horreur, pourtant, ne faisait que commencer. « Soudain, le bruit a diminué d'intensité, raconte Aras. On entendait des sifflements, puis des bruits sourds, comme si les avions larguaient des bombes qui n'explosaient pas. On ne savait pas ce qui se passait. »

Un homme s'est risqué hors de la cave. À l'étage, une douce odeur de pomme envahissait la pièce. Il a compris ce qui se passait en apercevant deux colombes inertes au fond de leur cage. Dehors, une vache était affalée sur le sol, le souffle rapide et court, comme si elle avait couru. Tout était calme, mais les animaux mouraient un à un. Les arbres perdaient leurs feuilles. Une pluie mortelle tombait sur Halabja.

L'homme est redescendu prévenir les autres. La panique s'est emparée du groupe. Presque tous se sont enfuis, mais Aras, blessé, a préféré rester là, avec 15 compagnons d'infortune. « Nous avons utilisé des couvertures mouillées pour nous protéger la bouche et le nez, dit-il. Mon cœur battait très vite, j'avais de la difficulté à respirer. Nos yeux sont devenus rouges et pleins de larmes. Je ne voyais presque plus rien. »

### Le chaos

Quand les gaz chimiques ont été déversés sur la ville, Chaman Ara Ali, 12 ans, fuyait déjà vers l'Irak avec sa famille. « Du haut de la montagne, on distinguait très bien l'épais nuage blanc qui enveloppait Halabja. Les gaz étaient lourds et restaient au sol, dans la vallée », se souvient Chaman, ceinture de grenades à la taille et kalachnikov à l'épaule. Devenu peshmerga, il se dit prêt à mourir, demain, pour venger sa ville.

À 20 h, le bruit des avions s'est évanoui. Malgré la fatigue et la

douleur, Aras s'est extirpé de son refuge. En ouvrant la porte de la cave, une vision apocalyptique l'attendait. « Tous ceux qui avaient fui étaient allongés sur le sol. Ils étaient tous morts. » Enjambant les corps de ses amis, Aras s'est aventuré dans les rues de Halabja. C'était le chaos le plus complet.

Malade et confus, il a erré dans la nuit. Des milliers de corps s'empilaient sur les trottoirs. Les survivants avançaient à pas lents, comme des fantômes. Plusieurs vomissaient, victimes des gaz ou incapables de supporter la vue de tous ces morts, bouche ouverte, comme endormis sur le pavé. Des femmes serrant leur bébé dans leurs bras. Des vieillards écroulés, les yeux fixés sur l'éternité. « C'était affreux. Je ne pourrai jamais oublier ces images », soupire-t-il doucement.

Le lendemain, Aras a fui à pied, comme des milliers d'autres, en Iran. Sans nouvelles de sa famille, il s'est risqué de nouveau à Halabja, reprise par les Iraniens, quatre jours plus tard. Sa maison était déserte. On a fini par lui dire que sa famille avait trouvé refuge dans une cave de la ville. Une cave qui avait souvent servi d'abri contre les obus et les roquettes, mais qui s'était transformée, ce jour-là, en chambre à gaz.

« Quand je suis arrivé là-bas, on travaillait à retirer les corps à l'aide d'un bulldozer. Je n'ai retrouvé que ceux de ma soeur et de ma

grand-mère. » De ses six autres soeurs, de ses trois frères, de sa mère et de son père, aucune trace. Ils sont sans doute enterrés dans l'une des sinistres fosses communes qui surplombent aujourd'hui Halabja, la ville martyre.

### Attendre la mort

Aras, 37 ans, raconte sa tragédie avec le souffle court, un léger sifflement dans la voix. Quinze ans après avoir inhalé les gaz chimiques, il souffre encore de troubles respiratoires et cardiaques. Le 16 mars 1988, au moins 5000 personnes ont péri en quelques heures, dans d'atroces souffrances. Mais, depuis ce jour maudit, des milliers d'autres, oubliés par la communauté internationale, ne font plus qu'attendre la mort.

À l'entrée de Halabja, une statue commémore la tragédie : un vieil homme, écroulé face contre terre, serrant le corps inerte de son petit-fils. Surpris par la mort alors qu'il tentait de fuir et de sauver l'enfant. La statue est inspirée d'un cliché célèbre, reproduit chaque année sur des calendriers distribués dans tous les bureaux de la ville. Ici, les gens ne risquent pas d'oublier le massacre orchestré par Saddam Hussein sur sa propre population. Jamais, depuis l'Holocauste, du gaz mortel n'avait été utilisé pour exterminer des femmes et des enfants.

Voir HALABJA en B2

HALABJA

Suite de la page B1

Une certaine torpeur règne sur le bazar de cette ville conservatrice, qui ne compte plus que 35 000 habitants, et où la plupart des femmes portent le voile. Tombée sous la coupe d'un mouvement islamiste peu après le soulèvement kurde de 1991, la ville a été « libérée » par les soldats de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), en 2001. Mais les militants d'Ansar al-Islam, basés à une douzaine de kilomètres de Halabja, continuent de semer la terreur. « Ici, il n'y a pas d'hôtels et de cinémas, parce qu'ils seraient la cible d'attentats », dit Charan.

Il flotte à Halabja un parfum de tristesse, mêlé de fatalisme. Et beaucoup d'amertume. « J'ai donné un tas d'interviews à des journalistes étrangers, et ça n'a jamais rien donné », lance Mohamed Mustafa, qui a perdu 11 membres de sa famille. « Aux yeux du monde, nous ne comptons pour rien. Depuis 14 ans, personne ne nous a jamais aidés ! »

De l'aide, les habitants en ont pourtant terriblement besoin. Car l'histoire de Halabja ne s'est pas terminée lorsque les avions irakiens sont retournés à leurs bases. Dans son bureau du modeste hôpital de la ville, le docteur Bakhtiar Faiq Hama énumère les maladies dont souffrent ceux qui ont été exposés aux gaz :

**Quand les femmes ne sont pas infertiles, elles courent 14 fois plus de risques d'avorter que celles de la ville voisine.**

asthme, bronchite, pneumonie, éruptions cutanées, problèmes de vision, troubles neurologiques, cancers, leucémie, fausses couches, infertilité, dépressions, psychoses... la liste est effarante. Quand les femmes ne sont pas infertiles, elles courent 14 fois plus de risques d'avorter que celles de la ville voisine de Chamchamal, selon une rare étude (sinon la seule) menée sur le terrain. Les anomalies congénitales sont légion. « En ce moment, je soigne un enfant qui n'a pas de pieds », dit le Dr Bakhtiar. D'autres naissent sourds, ou muets. L'opération pour corriger les becs-de-lièvre dont sont affectés des centaines de nouveau-nés est simple, mais l'hôpital n'a même pas les ressources pour l'exécuter. La chimiothérapie et les opérations complexes ne sont accessibles qu'aux familles qui peuvent se payer des traitements en Europe. À Halabja, c'est plutôt rare.

Le Dr Bakhtiar estime que Halabja a été aspergée d'un cocktail d'agents chimiques et neurotoxiques, dont du gaz moutarde, du sarin, du VX et du cyanure, ainsi que d'un agent biologique, l'aflatoxine, qui cause des cancers et des troubles neurologiques. « Les gens de Halabja ont besoin d'une aide médicale spéciale. Aucune autre ville n'a connu ce que nous avons subi. Pour l'instant, nous n'avons rien. »

Les médicaments et les recherches scientifiques font cruellement défaut. L'unique ONG de la ville ne s'intéresse qu'au problème du déminage. À part Saddam et ses exécutants, personne ne sait précisément quelles toxines ont été utilisées, et combien de temps elles affecteront la population. Les maisons, les puits et les terres agricoles n'ont jamais été décontaminés. On craint qu'aujourd'hui encore, les habitants ne s'empoisonnent à petit feu.

Et l'Occident créa un monstre

En 1988, l'Irak était perçu comme un rempart de laïcité contre les ayatollahs de l'Iran. Pour les pays occidentaux, pas question de s'ingérer dans les « affaires internes » de l'Irak. Mieux valait soutenir Saddam Hussein dans sa lutte contre la république islamique, en lui fournissant armes et crédits. En septembre 1988, George Bush père fit même bloquer une résolution au Congrès américain, qui prévoyait des sanctions contre l'Irak. « Ce sont les Occidentaux qui ont fourni des armes chimiques au régime de Saddam Hussein. Ils l'ont soutenu pendant si longtemps, ce sont eux qui ont créé le monstre », dit Mohamed Mustafa.

Le soutien américain à l'Irak n'a pris fin que lorsque Saddam Hussein s'est mis en tête d'envahir le Koweït, en août 1990. Le dictateur devint alors une sorte de Satan aux yeux du monde. Pourtant, malgré la diffusion de reportages fouillés qui sonnèrent l'alarme sur les conséquences terribles de la tragédie, ni les gouvernements occidentaux, ni les agences onusiennes n'ont réussi à s'intéresser au malheur des Kurdes.

Selon une enquête réalisée par une équipe de médecins kurdes, appuyée par des chercheurs occidentaux, plus de 200 villes et villages ont été gazés au Kurdistan à la fin des années 80, surtout dans le cadre de la campagne « Anfal » menée par Bagdad contre sa propre minorité kurde. Le nombre de victimes est inconnu, mais certains avancent que le dixième de la population du nord de l'Irak (qui compte 3,7 millions de personnes) a été exposé aux gaz chimiques.

Depuis le 11 septembre, les Occidentaux sont terrifiés à l'idée d'être la cible de nouveaux attentats dévastateurs. Ce n'est qu'une question de temps avant que les terroristes ne mettent la main sur les « armes de destruction massive » de Saddam Hussein, répètent Londres et Washington. Pourtant, même aujourd'hui, personne ne porte une réelle attention à ceux qui en ont été les premières victimes — et qui, à l'approche d'une guerre contre l'Irak, vivent dans l'angoisse de l'être à nouveau.

« Tout ce que nous voulons, pour l'instant, ce sont des équipements simples pour nous prémunir contre une nouvelle attaque chimique », dit Mohamed Mustafa. Malgré nos demandes répétées auprès de la communauté internationale, nous n'avons absolument rien reçu pour nous protéger en cas d'offensive. Pas de masques à gaz, pas de combinaisons, rien. Pourtant, nous savons trop bien de quoi Saddam est capable. »

À Halabja, l'anxiété se mêle à la frustration d'être, une fois de plus, ignorés du monde. « Dès que la guerre éclatera, je fuirai dans la montagne, confie Aras. Que puis-je faire d'autre ? Nous savons que Saddam nous déteste et qu'il fera tout pour nous anéantir. »

Devant son thé sucré qui refroidit, Mohamed Mustafa soupire longuement, puis lance un dernier appel à l'aide, sans trop y croire : « En 1988, le monde nous a laissés tomber. Pour l'amour de Dieu, qu'il nous aide, cette fois ! »



Robar Mohammad tient dans ses mains des photos du bombardement du 16 mars 1988. La commémoration de ce triste événement aura lieu demain dans la crainte d'une autre attaque du genre.

Les Kurdes crient à l'aide... dans le désert

ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale

ERBIL (Kurdistan irakien) — Au souk d'Erbil, la « capitale » du Kurdistan irakien, les masques à gaz s'envolent à 10\$ pièce. Peu importe qu'ils datent de la Deuxième Guerre mondiale. « Les gens les achètent même s'ils les savent périmés. C'est une sorte de protection psychologique », dit Edryees Mohamad, marchand de surplus militaires.

S'ils se rabattent sur de vieux masques à gaz totalement inutiles, c'est que les 3,7 millions de Kurdes de la zone autonome du nord de l'Irak n'ont rien trouvé de mieux. Depuis quatre mois, les autorités du Kurdistan irakien, craignant le pire à l'approche de la guerre, triment leurs listes d'épicerie devant les Nations unies et les gouvernements occidentaux. En vain.

« Nous avons demandé des masques à gaz, des combinaisons et des médicaments pour faire face à une attaque chimique. Nous avons envoyé des délégations aux États-Unis et en Europe, sans résultat. Le Koweït et Israël ont reçu de l'aide, mais pas nous. Pourtant, nous sommes les plus vulnérables face à une offensive de Saddam Hussein », soutient Sakvan Farhan, coordinateur des mesures d'urgence au gouvernement régional kurde.

Les Kurdes enragent de constater que la Turquie, loin au nord, a reçu des missiles de ses partenaires de l'OTAN pour se prémunir d'une attaque aux gaz chimiques. Eux n'ont eu droit à rien pour défendre leur territoire de 42 000 kilomètres carrés, protégé par l'aviation américaine et britannique depuis la fin de la guerre du Golfe. Or, les autorités locales disent savoir que Bagdad a placé des



Cette stèle funéraire rappelle les noms des membres d'une même famille qui ont trouvé la mort, le 16 mars 1988 lors de l'attaque chimique par l'armée irakienne sur les Kurdes de Halabja.

missiles bourrés de gaz mortels à portée de tir des principales villes de la zone autonome.

L'anxiété des Kurdes se comprend aisément. À la fin des années 80, plus de 200 vil-

les et villages kurdes ont été gazés par le régime de Saddam Hussein, et il y a eu des milliers de victimes. « Depuis des mois, nous supplions les gouvernements étrangers de nous fournir des équipements de protection,

dit Nasreen Mustafa Sideek, ministre kurde de la Reconstruction. Tout ce que nous avons reçu jusqu'à maintenant, c'est un soutien moral, mais rien de tangible, rien de concret. »

Pourquoi une telle indifférence? Les Kurdes, fatalistes, répondent que leurs vies valent bien peu de chose aux yeux de la communauté internationale. Les gouvernements occidentaux s'inquiéteraient surtout du fait qu'une aide quelconque ne soit perçue comme une reconnaissance politique du Kurdistan, pays virtuel. Les ONG étrangères, quant à elles, restent en retrait afin d'éviter de donner l'impression que la guerre est inévitable.

Les autorités kurdes doivent donc composer avec ce qu'elles ont — à peu près rien. Dans les écoles et les universités, elles donnent des formations sur les meilleurs moyens de se prémunir contre une attaque chimique. On demande aux citoyens de stocker des gants de vaisselle, des serviettes et de l'eau de Javel pour décontaminer les vêtements et la peau. Tous les soirs, à la télévision, des acteurs kurdes donnent des trucs de survie plus ou moins efficaces. Plusieurs familles ont aménagé un « bunker » antichimique — elles ont scellé les fenêtres avec du simple ruban adhésif — dans une pièce de leur maison.

« Au marché, les couches pour bébés sont en rupture de stock parce que les gens croient pouvoir les convertir en masques à gaz, en les remplissant de sel et de charbon et en se les appliquant sur le visage quand viendra une attaque », raconte Anna Edward, exilée arabe irakienne qui dirige une ONG locale au Kurdistan. « C'est peut-être très naïf, mais personne ne leur a encore rien proposé de mieux. »

# Qui était réellement Zoran Djindjic ?



JUDITH LACHAPELLE

Depuis son assassinat mercredi, l'ancien premier ministre de la Serbie

a été dépeint autant comme le justicier qui a livré Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international que comme un opportuniste. Portrait d'un politicien controversé.

En 1991, Anica Nonveiller marchait dans les rues de Belgrade en compagnie des manifestants qui réclamaient le départ de Slobodan Milosevic. L'ancien président serbe l'avait placée sur la liste de 50 intellectuels à être égorgés. À ses côtés, dans la rue, se trouvait Zoran Djindjic. « On se respectait parce qu'on a essayé de se battre pour la même cause », se souvient-elle.

Mercredi dernier, quand l'ancienne journaliste serbe devenue professeur de chant à Montréal a appris que son compatriote avait été assassiné, elle a pleuré. « J'ai parlé à un ami à Belgrade. Il m'a dit qu'il était évident que l'assassinat disait : si vous continuez à donner des gens à La Haye, voilà ce qui va vous arriver. »

Né en 1952 à Bosanski Samac, situé aujourd'hui dans l'entité serbe bosniaque, « Zoki » commence à se faire connaître des autorités yougoslaves alors qu'il dirige un mouvement étudiant anticommuniste à l'Université de Belgrade. Quelques séjours dans les prisons de Tito et un court exil en Allemagne plus tard, il fonde à son retour le Parti démocratique (DS) avec son allié d'alors, Vojislav Kostunica. En 2001, il devenait le premier premier ministre serbe à être élu démocratiquement.

Mais Zoran Djindjic, c'est surtout celui qui a fait arrêter et transférer Slobodan Milosevic en juillet 2001, à La Haye, devant le Tribunal pénal international, pour y répondre de ses actes en Croatie, en Bosnie et au Kosovo. C'est aussi celui qui s'appropriait en envoyant d'autres collaborateurs de Milosevic devant le TPI.

Et c'est probablement ce qui lui a coûté la vie, estiment les experts.

## ÉVÈNEMENT

Le premier ministre de la Serbie, Zoran Djindjic a été assassiné mercredi.

## ENJEU

Les opinions sont partagées sur les motivations des tueurs de l'homme d'État.

## À VENIR

L'économie de la Serbie est précaire et il faudra voir si les réformes lancées par Djindjic se poursuivront avec un nouveau dirigeant.

« Son meurtre est une tragédie pour la Serbie et une leçon pour les États-Unis », a écrit hier dans le *New York Times* Laura Silber, auteure de *Yugoslavia : Death of a Nation*. Milosevic a peut-être été renversé en 2000, mais les services secrets qui dataient de l'ère communiste du maréchal Tito sont restés en place. Avec le temps, écrit Laura Silber, cette force s'est mutée en un groupe de paramilitaires liés au crime organisé.

« Un régime qui s'est développé de façon isolée comme en Irak, en Serbie ou en Corée du Nord, ne meurt pas avec un seul homme », écrit Mme Silber. Zoran Djindjic savait que le crime organisé et la corruption des officiers de sécurité présentaient un obstacle majeur à la réforme. « Le premier ministre savait qu'ils représentaient une menace pour sa vie. Mais il m'a dit qu'il allait simplement laisser les voyous s'entretenir avant d'expédier les survivants à La Haye. »

Mais les pressions exercées par l'Occident pour faire le ménage en Serbie étaient, semble-t-il, très for-



L'annonce de l'assassinat de Zoran Djindjic a plongé la Serbie dans le deuil. Ces deux femmes manifestaient leur chagrin dans les rues de Belgrade, hier.

tes. La tête du chef militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, accusé de génocide, est particulièrement réclamée à La Haye. Silber raconte que Zoran Djindjic lui a dit, il y a deux semaines, qu'il était en-

core trop difficile d'arrêter Mladic. « Mais il m'a dit qu'il planifiait d'envoyer dès maintenant trois officiers militaires accusés de crimes commis à Vukovar en Croatie. Ensuite, a-t-il dit, il s'était fait dire

que l'Ouest arrêterait d'exercer tant de pression sur lui pour collaborer avec le tribunal. »

« Les gens qui ont été envoyés à La Haye, incluant Milosevic, y sont à cause de Djindjic, a déclaré le journaliste et historien des Balkans, Misha Glenny, au *New York Times*. Et il est peut-être mort parce qu'il essayait de se conformer à la date limite des Américains d'arrêter Mladic, avant juin. »

Mais Djindjic n'est pas considéré partout de la même façon. « L'Irak est loin d'être le premier pays où les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux ont essayé de planifier le renversement d'un gouvernement qui ne convenait pas à leurs intérêts stratégiques », a écrit quant à lui l'auteur et historien Neil Clark hier, dans le quotidien britannique *The Guardian*. Clark évoque certaines preuves selon lesquelles, avant le départ de Milosevic, des groupes mafieux dirigés par Djindjic en collaboration avec les Américains ont assassiné certains collaborateurs du régime Milosevic.

Une fois à la tête de la Serbie, Djindjic a mené, raconte Neil Clark, une « réforme économique » qui a consisté à vendre à des intérêts privés — et souvent étrangers — des entreprises qui appartenaient jusqu'alors à des comités de direction formés des employés. Depuis les réformes de Djindjic, les prix ont bondi, le chômage atteint maintenant les 30 %, les salaires ont chuté de 20 % et les deux tiers des Serbes vivent sous le seuil de la pauvreté.

« Malgré les hommages occidentaux, Djindjic sera regretté par peu de Serbes, écrit Clark. Pour la grande majorité des Serbes, il laissera le souvenir d'un collaborateur qui s'est enrichi en vendant son pays à ceux qui ont fait si impitoyablement la guerre contre lui quelques années auparavant. »

Anica Nonveiller n'y croit pas. « C'est vrai que la situation économique n'était pas bonne, mais après autant d'années de massacres... Vous pensez qu'on vivait bien en 1992 ou en 1995 ? Non. Je pense que ce qui se passe présentement en Serbie est la conséquence de la politique de Milosevic et des gens qui l'ont suivi. On ne peut pas faire des changements du jour au lendemain, il faut peut-être une bonne décennie pour avoir une politique et une économie saine. » En attendant, la Serbie aura encore des plaies à panser pour quelques années...

# Irak : le facteur israélien



RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

**LA PRESSE À NEW YORK**  
Récemment, cette question légitime était largement ignorée par les médias américains. Au cours des derniers jours, cependant, elle a éclaté au grand jour, dégénérant parfois en théories de complot les plus navrantes.

Quel est le poids d'Israël dans la politique irakienne de l'administration

Bush ? Jusqu'à tout

récent, cette question légitime était largement ignorée par les médias américains. Au cours des derniers jours, cependant, elle a éclaté au grand jour, dégénérant parfois en théories de complot les plus navrantes.

Le 3 mars dernier, un parlementaire démocrate a accusé la communauté juive de pousser les États-Unis à faire la guerre en Irak.

« S'il n'y avait pas le fort soutien de la communauté juive pour cette guerre, nous ne ferions pas ce que nous faisons », a déclaré le représentant James Moran (Virginie) lors d'une réunion contre la guerre à laquelle participaient une centaine de personnes dans une église de sa circonscription.

Condamné par les leaders de son propre parti, Moran s'est plus tard excusé pour ses propos jugés antisémites. Hier, il a été forcé de démissionner de son poste de leader en chambre du Parti démocrate. Selon les sondages, l'appui à une guerre en Irak n'est pas plus grand dans la communauté juive des États-Unis que dans la population en général.

Mais cette donnée est loin de clore le débat. Dans le numéro courant du magazine *The American Conservative*, le commentateur Pat Buchanan soutient qu'une « cabale de polémistes et d'officiels » fait le jeu d'Israël, et plus particulièrement du gouvernement d'Ariel Sharon, en

entraînant les États-Unis dans une guerre contre le régime de Saddam Hussein.

« L'heure de la vérité a sonné », écrit Buchanan dans le magazine dont il est le coéditeur.

Et l'ancien candidat présidentiel de dresser la liste des journalistes et des conseillers juifs de l'administration Bush qui voudraient, selon lui, assurer la pérennité de l'État hébreu en multipliant les guerres au Moyen-Orient.

## Un vieux stéréotype

Ce n'est pas la première fois que les juifs sont montrés du doigt à la veille d'une guerre. Avant le début de la Seconde Guerre mondiale, l'aviateur Charles Lindbergh mettait le battage anti-Hitler sur le compte des « Britanniques, des juifs et de l'administration Roosevelt ». En 1991, Buchanan reprochait déjà aux commentateurs juifs (« The Amen corner », selon son expression vicieuse) de pousser les États-Unis vers un affrontement contre l'Irak.

Buchanan, un catholique d'origine irlandaise, a souvent été accusé d'antisémitisme. Sa charge actuelle perpétue certainement un



Le représentant James Moran (Virginie) a été contraint de démissionner de son poste de leader en chambre du Parti démocrate après avoir insinué que la communauté juive était derrière le mouvement en faveur de la guerre en Irak.

vieux stéréotype, celui du juif retores et double.

Dans son article, il demande : « Qui profitera de ces guerres sans fin dans une région qui n'a rien de vital pour les États-Unis, sinon le pétrole ? Qui profitera d'une guerre des civilisations entre l'Occident et l'Islam ? Réponse : une nation, un leader, un parti, Israël, Sharon, Likoud. »

L'ancien dirigeant du Klu Klux Klan, David Duke, dont les articles sont publiés ces jours-ci dans la presse arabe, pense exactement la même chose. Ce qui étonne, c'est que les arguments de Pat Buchanan et de David Duke se retrouvent aujourd'hui dans la presse sérieuse.

## L'intérêt national

En février dernier, le *Washington Post* a publié en première page un article comparant la politique « pratiquement identique » de l'administration Bush et du gouverne-

ment Sharon au Moyen-Orient. À la télévision, l'animateur de MSNBC Chris Matthews a déclaré que les discours de Bush étaient pratiquement écrits par Sharon. À la télévision encore, l'animateur de NBC Tim Russert a posé une question des plus pointues à Richard Perle, directeur de la commission politique de défense du Pentagone.

Russert a demandé à Perle : « Pouvez-vous garantir aux téléspectateurs américains... que nous sommes dans cette situation contre Saddam Hussein... pour nos intérêts en matière de sécurité nationale ? Et quel serait le lien par rapport à Israël ? »

Il se trouve que Perle est juif, comme plusieurs conseillers de l'administration Bush qui ont participé à l'élaboration de la nouvelle politique étrangère des États-Unis. Parmi ceux qu'on appelle les « néo-conservateurs », il y a aussi Paul Wolfowitz, numéro deux à la Défense, Douglas Feith, responsable du dossier de la reconstruction de l'Irak, et Elliot Abrams, qui siège au Conseil de sécurité nationale.

Il se trouve aussi qu'Abrams est le gendre de Norman Podhoretz, un des pères spirituels des néo-conservateurs. Irving Kristol est un autre guide du mouvement intellectuel qui a renouvelé la droite sous Reagan. Son fils Bill est aujourd'hui réacteur en chef du *Weekly Standard*, l'organe officiel des va-t-en-guerre.

Les néo-conservateurs sont des faucons idéalistes. Selon eux, les États-Unis doivent mettre à profit leur supériorité militaire pour refaire le Moyen-Orient. En 1998, plusieurs d'entre eux écrivaient déjà à Bill Clinton pour qu'il adopte lui-même la politique du

« changement » à Bagdad.

Ils n'ont jamais considéré Yasser Arafat comme un interlocuteur valable. Certains d'entre eux, dont Elliot Abrams, ne croient pas à une paix possible entre Israéliens et Palestiniens.

## Pour la Floride, en 2004

À la question de Tim Russert, Richard Perle a répondu : « Désarmer Saddam est dans l'intérêt des États-Unis. Je ne vois pas ce qu'il y a de mal à entourer Israël de démocraties. »

Il est indéniable que Perle et les autres conseillers néo-conservateurs, qui ne sont pas tous des juifs, pèsent lourdement dans la politique étrangère des États-Unis. Mais faut-il croire pour autant qu'ils « contrôlent » l'administration actuelle ?

George W. Bush n'est pas juif, pas plus que Dick Cheney, ou Colin Powell, ou Donald Rumsfeld, ou Condoleezza Rice, ou Richard Armitage, ou John Bolton, qui ne semblent pas être du genre à se laisser manipuler. Ce serait plutôt le contraire.

Mais les théories de complot ont la vie dure. Avec sa nouvelle politique, Bush risque de faire une percée importante chez les juifs, un électoral qui a longtemps été acquis au Parti démocrate. D'où la théorie selon laquelle il veut faire la guerre à Saddam pour s'assurer le vote juif de la Floride en 2004.

En protégeant Israël, Bush voudrait aussi solidifier ses appuis chez les fondamentalistes chrétiens, qui voient dans la survie de l'État hébreu une condition essentielle au retour de Jésus sur la terre. Et Bush ne serait-il pas lui-même un fondamentaliste ?

« Désarmer Saddam est dans l'intérêt des États-Unis. Je ne vois pas ce qu'il y a de mal à entourer Israël de démocraties. »

# Élections 2003

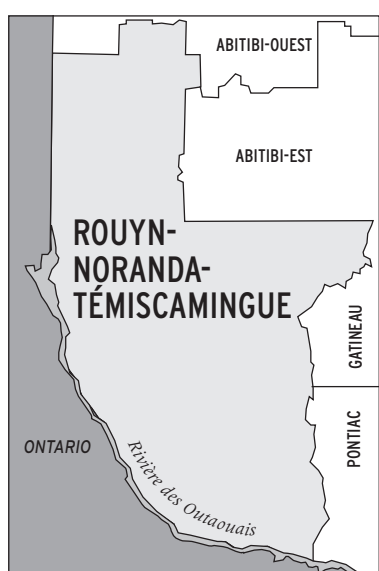
## DES COURSES À DEUX, TROIS ET PARFOIS PLUS!



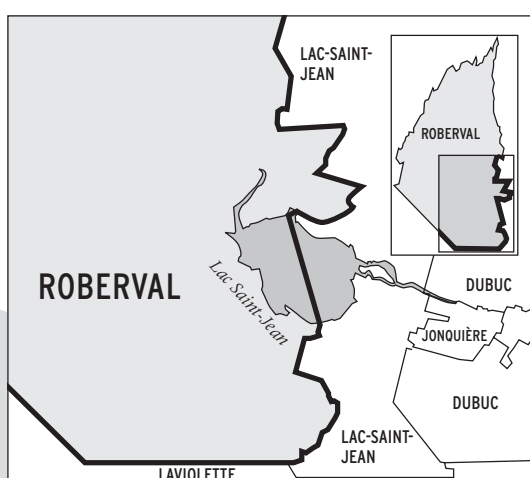
MARIO CLOUTIER

**QUÉBEC** — La course à trois semble devenir une course à deux au Québec, selon les sondages. Mais dans plusieurs circonscriptions, des combats à deux, trois et parfois plus rendront les choses des plus captivantes.

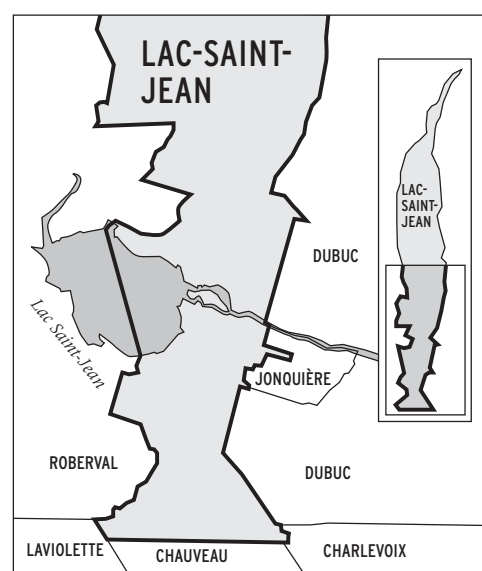
Les variables sont nombreuses — des indécis au temps qu'il fera le jour du vote en passant par la nouvelle carte politique et les erreurs de campagne — et risquent de donner des résultats inattendus par endroit, surtout en région.



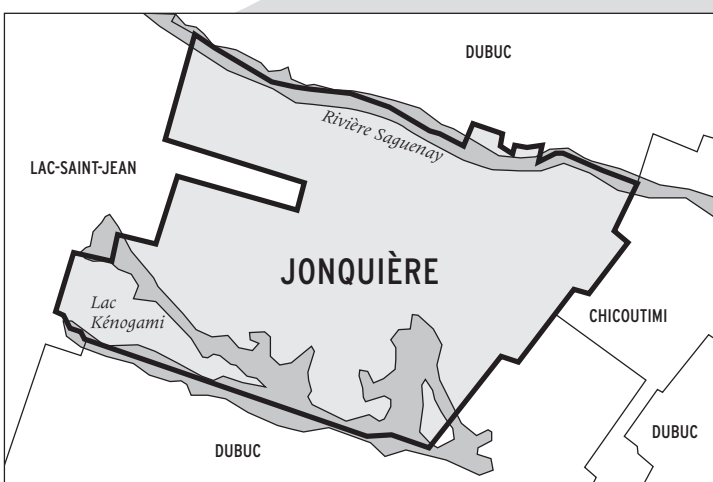
**1 ROUYN-NORANDA / TÉMISCAMINGUE > PQ**  
En région, dans Rouyn-Noranda/Témiscamingue, le ministre Rémy Trudel devra batailler ferme pour conserver son siège dans ce bastion péquiste devant la nouvelle vedette de l'ADO, l'ancien député du Bloc québécois à Ottawa, Pierre Brien.



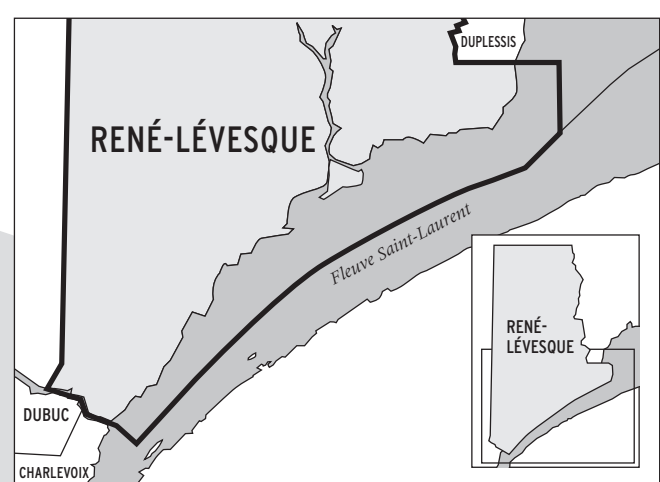
**2 ROBERVAL > PQ**  
Au Lac-Saint-Jean, Roberval pourrait donner du fil à retordre au Parti québécois. Le candidat le plus connu de l'électorat, Bernard Généreux, est un fier nationaliste... sauf qu'il représente l'ADO.



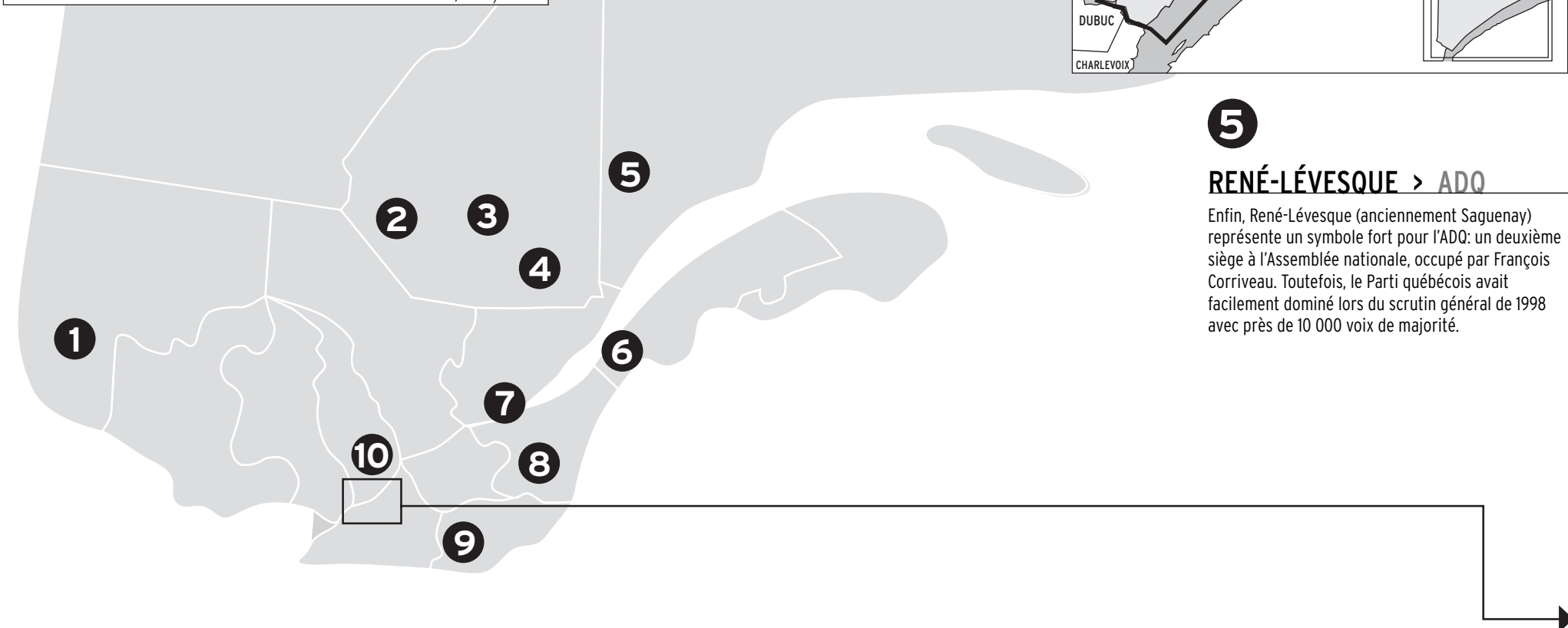
**3 LAC SAINT-JEAN > PQ**  
Dans la circonscription de Lac-Saint-Jean, ancienne forteresse de Jacques Brassard, la partie n'est pas jouée pour l'ancien bloquiste devenu péquiste Stéphan Tremblay, qui l'a emporté de justesse en juin 2002 lors d'une élection complémentaire.



**4 JONQUIÈRE > PLQ**  
Dans Jonquière, la combative députée libérale Françoise Gauthier avait ravi ce château fort au Parti québécois lors d'une élection complémentaire l'an dernier. Mais les Bleuets avaient surtout donné une leçon au parti de leur ancien député, un chef de parti répondant au nom de Lucien Bouchard.



**5 RENÉ-LÉVESQUE > ADO**  
Enfin, René-Lévesque (anciennement Saguenay) représente un symbole fort pour l'ADO: un deuxième siège à l'Assemblée nationale, occupé par François Corriveau. Toutefois, le Parti québécois avait facilement dominé lors du scrutin général de 1998 avec près de 10 000 voix de majorité.



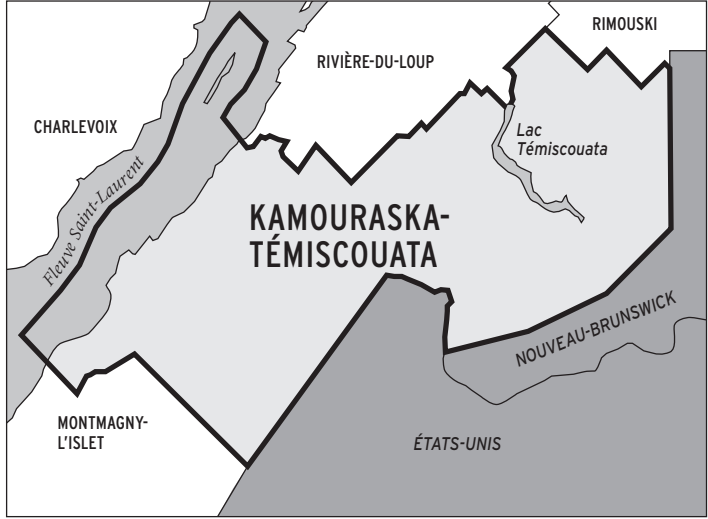
**1 MERCIER > PLQ**  
Au PLQ, tous les yeux seront tournés vers la circonscription de Mercier, que la colorée libérale Nathalie Rochefort avait ravie au PQ lors d'une élection complémentaire. La jeune députée espère que la division du vote jouera en sa faveur, mais ses adversaires sont de taille: l'ancien bloquiste Daniel Turp et le candidat de l'UFP, le médecin Amir Khadir.

**2 BOURGET > PQ**  
C'est dans Bourget, en plein cœur de l'île, qu'aura lieu la bataille la plus importante pour la formation de Bernard Landry. Le Parti québécois a évidemment plus à perdre à l'extérieur de Montréal, mais ce sera une dure lutte pour la ministre de la Culture, Diane Lemieux, avec l'ADO et son candidat vedette, l'ancien maire Pierre Bourque.

**3 VACHON > PQ**  
Sur la Rive-Sud, Vachon a donné 5000 voix d'avance au péquiste David Payne, en 1998, mais dans cette ville de banlieue et de cols bleus qu'est Saint-Hubert, le sociologue Camil Bouchard n'aura pas la partie aussi facile devant la porte-parole de l'ADO en matière de santé, Joëlle Lescop.

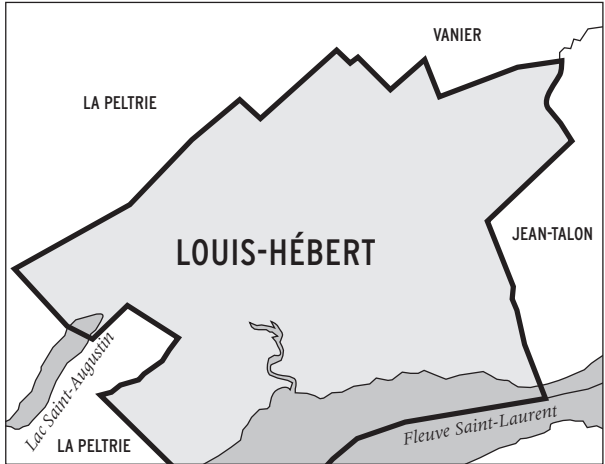
**4 LA PINIÈRE > PLQ**  
Dans La Pinière, sur la Rive-Sud de Montréal, la députée Fatima Houda-Pepin règne sur une circonscription où les communautés culturelles sont nombreuses. Elle semble craindre l'effet Pierre Bourque, très populaire auprès des clientèles asiatiques.

**5 CHÂTEAUGUAY > PLQ**  
Dans Châteauguay, le député et critique libéral en matière de santé, Jean-Marc Fournier, devra rester sur ses gardes devant un attaché politique péquiste et spécialiste des affaires autochtones, Éric Cardinal, et un adéquate du domaine de la santé, Daniel Lapointe



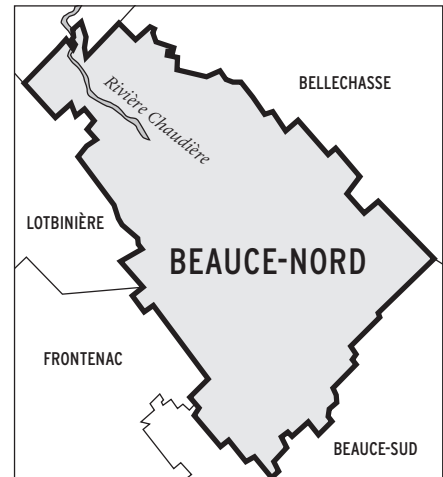
**6**  
**KAMOURASKA-TÉMISCOUATA > PLQ**

Dans Kamouraska-Témiscouata, le député Claude Bécharde n'a pas l'intention de mener une campagne nationale au cours des 30 prochains jours puisqu'il a célébré une courte victoire de 244 votes en 1998. Le candidat de l'ADQ, Pierre Lévesque, y est fort populaire tandis que le péquiste, Harold Lebel, deux fois battu dans la circonscription voisine, est un proche du premier ministre Landry.



**7**  
**LOUIS-HÉBERT > PQ**

À Québec, Louis-Hébert, la circonscription de Paul Bégin, risque d'échapper au PQ tant l'adversaire a des visages multiples. L'ancien ministre de la Justice a confirmé qu'il ne se représentait pas comme candidat indépendant, mais l'ancienne attachée de presse de René Lévesque, Lyne-Sylvie Perron, aura fort à faire devant le président de l'ADQ, le politologue Guy Laforest, et un candidat libéral bien connu dans la région, le vice-président de la firme d'ingénieurs Roche, Sam Hamad.



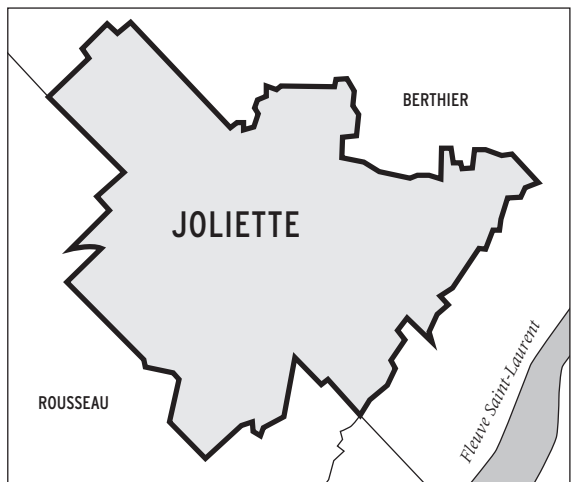
**8**  
**BEAUCE-NORD > PLQ**

Dans Beauce-Nord, près de Québec, le député Normand Poulin l'avait emporté par quelque 1700 votes en 1998. Il se bat contre un fantôme qui n'est pas candidat, mais dont l'influence est réelle, un certain argentier de l'ADQ : Marcel Dutil.



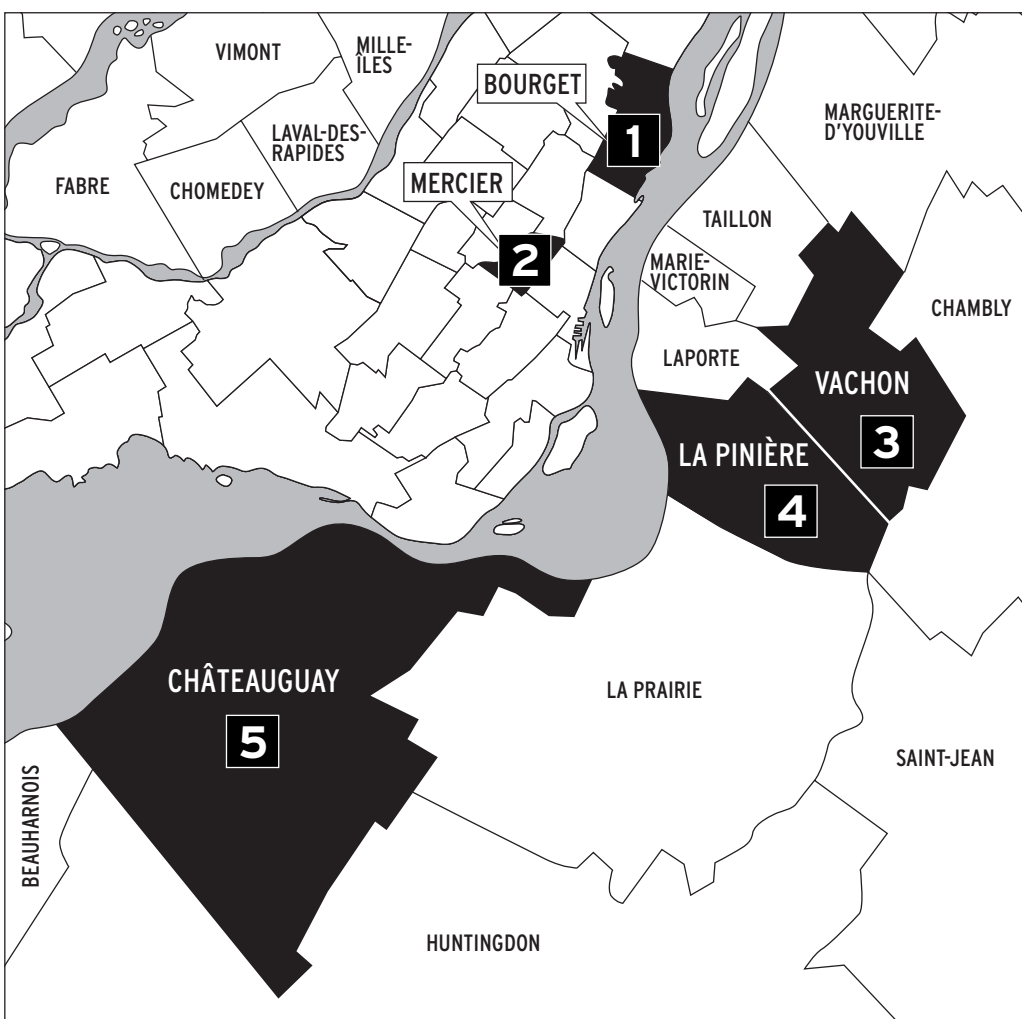
**9**  
**SHERBROOKE > PLQ**

Dans Sherbrooke, le chef du parti, Jean Charest, n'a battu Marie Malavoy, du PQ, que par quelque 800 voix en 1998. Cette fois, l'attaque sera double envers M. Charest puisque, en plus de Mme Malavoy, qui se dit très confiante, le candidat de l'ADQ sera l'avocat bien connu Peter Dawny.



**10**  
**JOLIETTE > ADQ**

Dans Joliette, la députée Sylvie Lespérance a remporté, aux élections complémentaires de juin, la victoire adéquate la moins convaincante. L'ancien fief de Guy Chevrette pourrait retourner au PQ et à son candidat de la relève, Jonathan Valois.



# DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

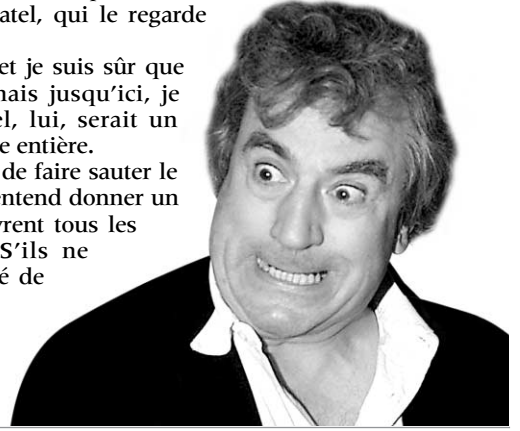
**IRAK**  
**Bombardons nos voisins!**

«La dernière raison avancée par George Bush pour justifier une attaque contre l'Irak me comble d'aise : M. Bush est à bout de patience. Moi aussi, figurez-vous», écrit l'ancien Monthly Python **Terry Jones** dans *The Observer* de Londres. Dans un texte d'une brillante ironie, l'auteur précise les raisons de son exaspération. Il y a ce voisin. M. Johnson, qui l'énervé. Puis un autre, M. Patel, qui le regarde d'un sale oeil.

«Les deux hommes me regardent de travers et je suis sûr que Johnson mijote quelque chose contre moi, mais jusqu'ici, je n'arrive pas à savoir quoi», poursuit-il. Patel, lui, serait un dangereux psychopathe... prêt à exterminer la rue entière.

Pour préserver la paix, M. Jones décide donc de faire sauter le garage de Johnson et de tuer sa femme. Puis il entend donner un ultimatum à tous ses voisins pour qu'ils lui livrent tous les pirates interstellaires et autres terroristes. S'ils ne s'exécutent pas en deux semaines, il sera obligé de bombarder sa rue jusqu'à la fin des temps.

«Au moins, moi, ma politique ne détruira qu'une rue...» conclut-il.



**OTTAWA**  
**Plan d'action pour le bilinguisme**

En rendant public son ambitieux plan d'action pour le bilinguisme de 751 millions de dollars sur cinq ans, le premier ministre **Jean Chrétien** a candidement avoué qu'il avait encore du chemin à faire pour bien maîtriser l'anglais, reconnaissant volontiers qu'il faisait encore des erreurs dans l'autre langue officielle, même après 40 ans de vie politique à Ottawa.

M. Chrétien n'a pas révélé qu'il comptait utiliser une partie de son temps de futur retraité pour parfaire ses connaissances linguistiques.



**Dans la bouche de Bush**

AlterNet publie cette semaine le glossaire guerrier du président **George W. Bush**, définitions à l'appui. Voici ce que les mots signifient dans la bouche du président, selon ce site Web alternatif.

**Alliés** : nom masculin. Tony Blair.

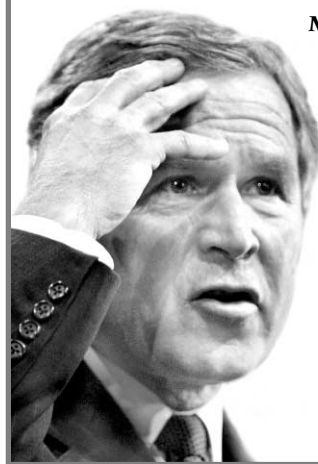
**Bombardement de précision** : remplace «bombes intelligentes». Guerre conduite par une nation moralement supérieure. Voir : victimes civiles.

**Attaque préventive** : anciennement «blitzkrieg».

**Preuves** : reçus datant de l'époque de la guerre du Golfe.

**Changement de régime** : Coup d'État

**Monde** : une collection de nations et peuples qui pensent que George Bush est en train de virer fou.



**OTTAWA**  
**Vaut mieux tôt que tard**

Deborah Grey, la bouillante députée de l'Alliance canadienne, a annoncé qu'elle mettrait fin à sa carrière politique après 14 ans aux Communes. Mme Grey, qui a perdu un peu de lustre au sein du caucus de son parti après sa rébellion de 2001 contre Stockwell Day et qui siège sur les banquettes arrière de l'opposition, a étrangement annoncé qu'elle terminera son mandat mais qu'elle ne se représentera pas aux prochaines élections... dans deux ans. C'est ce que l'on appelle partir à reculons.

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



**SERBIE > CARLA DEL PONTE**



La procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte, qui aurait voulu se rendre à Belgrade pour l'enterrement de Zoran Djindjic, le premier ministre serbe assassiné cette semaine. M. Djindjic avait joué un rôle clé dans le transfert de l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic à La Haye où il doit répondre à des accusations de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Mais Belgrade n'a pas voulu accueillir la célèbre juriste qui n'a pas trop la cote en Serbie.



**ÉTATS-UNIS > NANCY PELOSI**



La militante démocrate Nancy Pelosi qui a exigé la démission du leader en Chambre du parti, James Moran pour ses remarques sur le rôle joué par les Juifs dans la politique américaine face à l'Irak. Il y a une semaine, M. Moran avait reproché aux leaders de la communauté juive de ne pas en faire assez pour forcer Washington à changer de cap face à Bagdad. Hier, après avoir parlé avec Mme Pelosi, James Moran a publié un communiqué dans lequel il prend la responsabilité de ces «remarques insensibles» et accepte de quitter son poste de direction au sein du Parti démocrate.

## ÉCHOS DE LA CAMPAGNE

**ADQ haute vitesse**

Soucieux de leur image associée à la jeunesse et à la technologie, les organisateurs de l'Action démocratique du Québec ont décidé d'en mettre plein la vue aux journalistes. Pour la première fois de l'histoire politique du Québec, les autobus réservés aux médias sont branchés à Internet haute vitesse. Pour relever ce petit défi technologique, on a affrété une camionnette qui suit la caravane adéquate dans tout le Québec. Son seul rôle : transporter la coupole satellite. Malgré le scepticisme des autres partis, il semble que l'ADQ ait réussi son coup. Hier, les collègues qui ont suivi le parti de Mario Dumont ont même pu se brancher à Internet pendant que les autobus roulaient, ce que les autres caravanes n'ont jamais réussi à faire. Ça a duré quelques brèves minutes, mais bon... pas mal pour des p'tits nouveaux.

**Oh démocratie!**

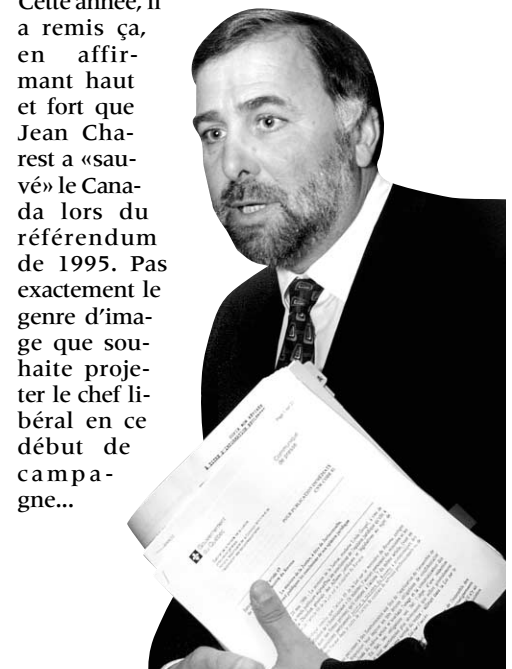
Les candidats des trois principaux partis dans Outremont n'ont pas eu besoin de se mesurer à des adversaires et ont évité le pénible processus d'investiture, se réjouit l'éditeur d'un hebdo local, Tristan Roy. Pour la première fois de l'histoire de cette circonscription, «le scrutin ne sera pas décidé d'avance par le quartier Côte-des-Neiges», annonce-t-il avec emphase et point d'exclamation, dans un éditorial du *Point d'Outremont*.

Un candidat choisi par acclamation... pour échapper à l'influence d'un des quartiers les plus multiethniques de Montréal, peut-être?

**L'enfer, c'est Paradis**

**Pierre Paradis**, le bouillant député libéral de Brome-Missisquoi, n'a jamais été reconnu pour la délicatesse de ses déclarations. Encore une fois, c'est son patron Jean Charest qui en a fait les frais cette semaine lors du premier jour de la campagne électorale. En 1998, il avait embarrassé son chef en affirmant, trois fois plutôt qu'une, que le gouvernement Bouchard s'était comporté de façon «criminelle» dans le dossier de la santé.

Cette année, il a remis ça, en affirmant haut et fort que Jean Charest a «sauvé» le Canada lors du référendum de 1995. Pas exactement le genre d'image que souhaite projeter le chef libéral en ce début de campagne...



# Élections 2003

VINCENT MARISSAL

vincent.marissal@lapresse.ca

## Deborah Grey: quelques leçons

La nouvelle a fait peu de bruit ici, à cause des élections bien sûr, mais aussi un peu parce que l'on ne se sent pas du tout concerné par le sort de l'Alliance canadienne. Pourtant, le départ annoncé de Deborah Grey de la politique fédérale mérite certainement quelques minutes de réflexion.

D'abord pour le personnage, dont la personnalité, les frasques et la carrière pourraient alimenter quelques chroniques politiques. Le départ prochain de M<sup>me</sup> Grey nous rappelle aussi, si la chose est vraiment nécessaire, que les femmes restent encore aujourd'hui minoritaires en politique.

On peut aussi tirer quelques leçons de 14 ans de carrière politique de Deborah Grey. En cette période électorale au Québec, ce n'est pas inutile pour les nombreux candidats qui tentent de se faire élire le 14 avril.

Une leçon en particulier s'impose : faites attention à tout ce que vous direz, à tout ce que vous promettez, assurez-vous d'être profondément convaincu des positions que vous défendez et, si vous devez critiquer le parti au pouvoir ou les institutions parlementaires, essayez de vous en souvenir

plus tard pour ne pas avoir à vivre l'humiliation d'un recul.

Parce que c'est précisément ce qui a « tué » politiquement Deborah Grey, une femme pourtant dotée d'un charisme à ébranler la tour de la Paix et d'un talent politique incontestable.

Première députée élue sous la bannière réformiste dans la circonscription d'Edmonton-Nord (en 1989), M<sup>me</sup> Grey a tenu le fort toute seule pendant quatre ans avant que son chef Preston Manning arrive en renfort avec 50 autres députés.

Emportés par un irrésistible enthousiasme populiste, M. Manning et sa bande de *westerners* se sont mis à tirer sur tout ce qui bouge à Ottawa : le luxe décadent de la résidence du chef de l'opposition officielle, les privilèges de certains députés et ministres, les promotions aux amis du régime et, surtout, ce scandaleux régime de retraite des députés fédéraux.

Pendant des mois, les réformistes se sont payé un vrai *party*, organisant des manifestations devant le parlement, jouant



les mariachis pour dénoncer les sénateurs qui passent leur hiver sous le chaud soleil du Mexique, arrivant au parlement dans une vieille Cadillac rose décapotable...

Dénonçant haut et fort les rentes de retraite des députés, les réformistes, Deborah Grey en tête, ont amené des cochons sur la pelouse du parlement pour démontrer que les libéraux se graissaient la patte. Les mémorables débats entre Deborah Grey et les libéraux sur la question des pensions des députés résonnent encore dans l'illustre enceinte de la Chambre des communes. Au plus fort des affrontements verbaux, l'ancien ministre Doug Young avait même traité M<sup>me</sup> Grey de *slab of bacon*.

La grande classe. Et puis, les réformistes se sont fait tranquillement avaler par la machine. Élu chef de l'opposition officielle en 1997, Preston Manning a finalement décidé d'habiter la résidence de Stormoway. Et puis les réformistes ont succombé au chant des sirènes et ils ont accepté, jusqu'aux derniers purs et durs, de se joindre au régime de

retraite des députés. Pour M<sup>me</sup> Grey, qui avait même été chef de l'opposition officielle par intérim pendant quelques mois, ce fut la fin du *party*. À partir de ce jour, elle n'a plus été que l'ombre d'elle-même. Aux Communes, quand elle prenait la parole, les libéraux ne tremblaient plus. Ils l'abreuyaient plutôt de quolibets, imitant les grognements du cochon pendant qu'elle posait ses questions.

Même dans sa circonscription, qu'elle sillonnait au volant de son 4X4 immatriculé « Reform 1 » ou au guidon de sa grosse moto Honda, Deborah Grey a souffert après avoir retourné sa veste.

En écoutant ces jours-ci les candidats péquistes, libéraux et adéquistes promettre, comme il est de bon ton de le faire en campagne électorale, de travailler d'abord pour leurs électeurs et de ne jamais reculer sur l'essentiel, on ne peut s'empêcher d'avoir une pensée pour « Deb », comme on l'appelait à Ottawa.

En annonçant jeudi son départ prochain, M<sup>me</sup> Grey a dit qu'elle partait la tête haute et l'âme en paix. Elle part aussi avec une généreuse pension à vie. Mais ça, elle n'en a pas parlé.

# La guerre des slogans

### Quatre spécialistes évaluent leur efficacité



*Restons forts, dit le PQ. Nous sommes prêts, disent les libéraux. L'avenir autrement, clame l'ADQ. Les slogans de la campagne électorale en cours ne sont pas de la meilleure cuvée, constatent les experts.*

Un slogan ne fait pas une campagne électorale, certes. Mais il donne le ton. Il mobilise. Il reflète l'attitude, l'état d'âme d'une équipe politique. Il peut même à l'occasion, s'il est bien choisi, créer un effet d'entraînement, imposer un rythme.

Épaulée par quatre spécialistes des communications politiques, *La Presse* a donc procédé à l'analyse des slogans des trois principaux partis politiques provinciaux qui se sont déclarés la guerre, mercredi dernier.

Le résultat ? *Restons forts*, le choix du Parti québécois, est le slogan le plus rassembleur ; *Nous sommes prêts*, le slogan du Parti libéral, est une « malheureuse évidence » qui a néanmoins le mérite de porter ombrage à la campagne adéquiste ; *L'avenir autrement*, le slogan de l'Action démocratique, est pour sa part le grand perdant : « creux », « dangereux », « inquiétant », il n'a reçu la note de passage que pour un seul des quatre experts.

#### L'avenir autrement

« On dirait que l'ADQ n'a absolument rien à dire, estime Jean-Charles Chebat, titulaire de la chaire de commerce de HEC Montréal. Je pense que l'ADQ, avec un slogan aussi creux, est complètement passée à côté de la track. »

Même son de cloche auprès de Michel Fréchette, associé du bureau Fréchette Girard communication. Selon ce stratège ayant déjà travaillé à une vingtaine de campagnes électorales, ce slogan pourrait se retourner assez facilement contre l'ADQ. « Si tu es poussé par un momentum, ça peut être un slogan puissant puisque ça implique que le parti est solide, qu'il est prêt à gouverner, soutient-il. Mais ça peut surtout être un slogan dangereux qui met la lumière sur toutes les hésitations de ce jeune parti. »

Pourtant, le parti de Mario Dumont n'a pas lésiné sur les moyens pour choisir cette petite phrase. Quatre firmes de communication ont été mobilisées pour en venir à *L'avenir autrement*. « On n'allait tout de même pas se cacher en arrière d'un slogan comme *Nous sommes prêts* ou *Restons forts*, a raillé la porte-parole du parti, Isabelle Bouchard. Notre slogan est clair : si tu votes pour l'ADQ, tu es prêt à te prendre en main. *L'avenir autrement*, ça veut dire que l'État paternaliste, c'est fini. »

Un seul des experts consultés, Luc Dupont, professeur de communication à l'Université d'Ottawa, estime que le slogan cible bien les électeurs potentiels de l'ADQ. « C'est un argument classique des partis politiques : on est différent, on veut faire les choses d'une autre manière. Si on tient compte du positionnement de M. Dumont sur l'échiquier politique, on peut donc conclure que c'est un bon slogan », affirme l'auteur de *1001 Trucs publicitaires*.

#### Nous sommes prêts

Alors que le PQ et l'ADQ ont chacun opté pour une variante classique des deux grands slogans politiques possibles — *Ça va changer* et *Ça va continuer* —, le Parti libéral a choisi de s'aventurer hors des sentiers battus. *Nous sommes prêts*, de mémoire de stratèges, ne ressemble à aucun autre slogan, encore moins libéral.

Depuis les années 60, le PLQ a presque toujours choisi des slogans où il se dépeint comme une formation qui pousse à la roue économique. On n'a qu'à penser au fameux *Maîtres chez nous* (1962), *Pour un Québec plus*



Depuis les années 60, le Parti libéral a presque toujours choisi des slogans où il se dépeint comme une formation qui pousse à la roue économique. On n'a qu'à penser au fameux *Maîtres chez nous* de Jean Lesage (1962).

*prospère* (1966), *Bourassa construit* (1973), *Québec au travail* (1970) ou encore *Maîtriser l'avenir* (1985).

« Les libéraux ont travaillé très fort autour de leur chef, Jean Charest, au cours de la dernière année, explique un important stratège libéral. Ils ont fait le tour du Québec à maintes reprises, puis la commission politique a développé un programme autour de certaines priorités duquel découlait le slogan. Or pendant tout ce processus, il n'y a pas eu l'ombre d'une contestation. D'où le slogan *Nous sommes prêts*. »

Mais autant ce cheminement peut sembler aller de soi, autant le résultat est décevant, estime Yves Dupré, président de la firme de communication BDDS Weber Shandwick. « Ce slogan a deux problèmes, croit-il. Le premier, c'est qu'il ne parle pas du monde mais plutôt du Parti libéral, qui semble du coup négliger les électeurs. Deuxièmement, il constitue une malheureuse évidence : le fait d'être prêt est le minimum que l'on demande à un parti qui se présente dans une campagne électorale ! »

Mais pour Luc Dupont, il est clair que le PLQ a fait un tel choix à la lumière des résultats d'une étude de marché poussée. « Je présume que plusieurs personnes mettaient en doute le degré de préparation du parti, d'où le choix d'un slogan qui corrige le tir. »

Selon Michel Fréchette, un autre élément stratégique doit également être pris en compte : la présence d'un troisième parti sur la scène provinciale. « Ce qui est clair, c'est qu'il y a un joueur de trop sur la glace, affirme-t-il. Ainsi, tout comme l'ADQ doit battre le PLQ avant de s'attaquer au PQ, les libéraux doivent battre les adéquistes avant de s'attaquer au parti au pouvoir. »

La première partie des élections servirait donc à régler le cas des deux partis d'opposition et à choisir un *challenger* au PQ. « C'est

une réalité marketing, les analystes des deux partis savent ça. Le slogan des libéraux s'adresse donc aux 60 % qui souhaitent un changement de gouvernement et leur dit : nous sommes les plus aptes à gérer. »

#### Restons forts

Les péquistes, pour leur part, ont opté pour la continuité : par rapport au mandat qu'il termine évidemment, mais aussi par rapport au discours péquiste des dernières années. Ainsi, *Restons forts* est presque une redite de 1981, année lors de laquelle René Lévesque avait choisi le slogan *Faut rester forts au Québec*.

Notons d'ailleurs que l'Union nationale, en 1973, affichait *Pour l'avenir d'un Québec fort* et que le Parti libéral, en 1998, avait choisi *Pour un Québec plus fort*.

« Pour les Québécois, le mot fort est un excellent choix, tout comme le mot solide, fait remarquer Yves Dupré, communicateur anciennement identifié au PQ, mais qui clame aujourd'hui son indépendance. Ce sont des mots avec lesquels les gens peuvent facilement s'identifier. »

Également, le slogan *Restons forts* est un appel qui a l'avantage de parler à tout le monde, souligne M. Dupré. Les souverainistes convaincus peuvent l'interpréter comme une volonté du chef de donner au Québec la place qui lui revient, tandis que les électeurs auxquels la souveraineté ne dit rien qui vaille peuvent y voir une référence au bilan péquiste des dernières années.

« Faut rester forts » fait référence à notre place dans la fédération mais aussi à notre bilan, confirme un stratège du PQ. Il ne faut pas oublier que le Québec a la meilleure performance des pays de l'OCDE en ce qui concerne la croissance économique pour les cinq dernières années. »

#### Slogans politiques - Québec 1960-2003

**1960** | Vers de nouveaux sommets (UN) 46,6 %  
C'est le temps que ça change (PLQ) 51,4 %

**1962** | Votez pour le bon sens (UN) 42,2 %  
Maîtres chez nous (PLQ) 56,4 % \*

**1966** | Québec d'abord (UN) 40,8 %  
Pour un Québec plus prospère (Québec en marche) (PLQ) 47,3 %

**1970** | Québec plus que jamais (UN) 19,6 %  
100 000 emplois (Québec au travail) (PLQ) 45,4 % \*

**1973** | Pour l'avenir d'un Québec fort (UN) 4,9 %  
J'ai le goût du Québec (PQ) 30,2 %  
Bourassa construit (Votons libéral) (PLQ) 54,7 %

**1976** | C'est le temps de l'Union nationale (UN) 18,2 %  
On a besoin d'un vrai gouvernement (On mérite mieux que ça) (PQ) 41,4 % \*  
Non au séparatisme (Bourassa notre garantie) (PLQ) 33,8 %

**1981** | La voie du bon sens (UN) 4 %  
Faut rester forts au Québec (Le Québec d'abord et avant tout) (PQ) 49,2 % \*  
Pour du vrai progrès au Québec (PLQ) 46,1 %

**1985** | Le Québec avec Johnson (PQ) 38,7 %  
Maîtriser l'avenir (PLQ) 56%

**1989** | Je prends le parti du Québec (PQ) 40,2 %  
Assurons notre avenir (PLQ) 49,9 %

**1994** | L'autre façon de gouverner (PQ) 44,7 %  
L'emploi (PLQ) 44,4 %  
Le pouvoir de l'audace (ADQ) 6,5 %

**1998** | J'ai confiance (PQ) 42,9 %  
Pour un Québec plus fort (PLQ) 43,5 %  
Du vrai (ADQ) 11,8 %

**2003** | Restons forts (PQ)  
Nous sommes prêts (PLQ)  
L'avenir autrement (ADQ)

\* les slogans les plus marquants des dernières années.

Tous les spécialistes en communication consultés s'accordent pour dire que le parti de Bernard Landry a choisi un slogan d'une redoutable efficacité, comme l'ont été ceux des campagnes de 1994 (*L'autre façon de gouverner*) et de 1998 (*J'ai confiance*).

« Le PQ essaie de contrer cette volonté de changement que l'on retrouve auprès de 60 % des électeurs », fait remarquer Michel Fréchette. « C'est un slogan qui positionne très bien le parti, renchérit Luc Dupont. En publicité, on va toujours s'entendre pour dire que la qualité première d'un bon slogan est de cibler en deux ou trois mots le créneau, le marché cible. »

Bon ou mauvais, chacun des slogans trouvés a au moins le mérite de camper un parti dans le temps, dans un contexte politique donné. Et ceux-ci ne font évidemment pas exception à la règle : il est clair qu'aucun enjeu n'est assez important pour prendre toute la place comme jadis l'emploi ou la souveraineté ont pu le faire.

De même, aucun slogan ne renouvelle vraiment le genre, fait remarquer avec une pointe de déception le spécialiste de la publicité Luc Dupont. « Le slogan libéral *100 000 emplois* (1970), on en parle encore aujourd'hui, fait-il observer. *Maîtres chez nous*, le slogan de Jean Lesage (1962), était aussi formidable. Pour moi, ce sont des slogans qui ont un statut de mythe. Or cette fois-ci, ça manque un peu de subtilité et d'originalité. » Certains slogans ont traversé le temps. On peut présumer que ce ne sera pas le cas de la cuvée 2003.

# Élections 2003



Photo PAUL CHIASSON, Presse Canadienne ©

## La photo de départ



DENIS LESSARD  
ANALYSE

Les campagnes électorales sont-elles l'occasion de vastes brassages d'idées, susceptibles de faire basculer d'un coup toute une partie de l'électorat ?

Une recension des sondages réalisés au cours des deux dernières décennies au moment du déclenchement des élections générales québécoises laisse perplexe sur l'influence réelle des campagnes électorales.

Non tout n'est pas joué en partant. Une déclaration malheureuse, un débat raté, une mauvaise organisation peuvent avoir un impact négatif sur le nombre de bulletins de vote en faveur d'un parti ou d'un autre dans l'urne le jour du scrutin.

Au surplus, cette fois, l'apparition d'un troisième parti ayant une chance d'attirer une portion importante de l'électorat brouille passablement les cartes.

Mais à long terme, force est de constater que la photo des coureurs à la ligne de départ a, curieusement, des airs de famille avec la photo-finish des urnes.

Parmi les organisateurs politiques, tous partis confondus, les vétérans sont unanimes : la campagne électorale ne parvient que très rarement à modifier profondément les intentions de vote des électeurs. Les attaques verbales et les répliques des chefs s'annulent, tout comme les bons coups et les faux pas.

Aussi, c'est un cliché de le rappeler, beaucoup d'électeurs ont déjà fait leur choix dès le début de l'engagement et leur préférence est renforcée par chaque sortie de leur chef de prédilection... quel qu'il soit.

Les exemples sont nombreux, on en retrouve pour toutes les élections générales. En 1998, Lucien Bouchard lança le 28 octobre l'appel aux urnes pour le 30 novembre. Un sondage CROP pour *La Presse* commencé le même jour montra le PQ et le PLQ à égalité, à 46 % contre 45 %. L'ADQ fermait la marche avec 7 %.

Quand on ouvrit les urnes, le 30 novembre, le PQ obtenait 43 % des voix, contre 44 % au PLQ. Seule l'ADQ avait fait mieux que prévu, mais restait loin en troisième place avec 12 % des suffrages.

Des élections précédentes avaient été déclenchées le 24 juillet 1994, pour le 12 septembre. On dit toujours que les sondages d'été sont moins fiables, mais le CROP réalisé du 28 juillet au 2 août, le premier après le décret de convocation des élections, accordait 46 % des intentions de vote au PLQ contre 48 % au PQ, et 7 % aux « autres » partis, essentiellement l'Action démocratique. Quand on dépouilla les urnes, le 12 septembre, on observa que 45 % des électeurs avaient opté pour le Parti québécois de Jacques Parizeau contre 44 % pour les libéraux de Daniel Johnson, l'ADQ obtenant alors 7 % des suffrages.

Autres élections estivales — la hantise des sondeurs — le scrutin de 1989 fut déclenché le 9 août pour un vote le 25 septembre. L'enquête de CROP réalisée un mois avant la fin de la législature révélait que 53 % des gens comptaient appuyer le PLQ contre 39 %, le PQ. Le CROP de la fin août donnait 51 % au PLQ et 37 % au PQ. (Il n'y avait pas eu cette fois-là de sondage CROP coïncidant avec le déclenchement des élections). Or, le 25 septembre, les Québécois avaient envoyé un message qui ressemblait passablement à l'avant-goût confié aux sondeurs. En dépit des grèves illégales des infirmières et des aléas toujours prévisibles en campagne, 50 % des gens avaient appuyé le PLQ contre 40 % le PQ. Encore une fois et malgré l'été, les photos du début de campagne étaient plutôt exactes, en tenant compte des marges d'erreur.

Les aléas de campagne, les débats des chefs, peuvent en cours de route brouiller les pistes, mais dans bien des cas, la première impression reste déterminante. Certains rappelleront la campagne de Kim Campbell, éphémère leader du Parti conservateur en 1993, à qui les sondages promettaient un résultat honorable. Le PC ne conserva que deux circonscriptions dans tout le pays et même M<sup>me</sup> Campbell fut battue. La photo de départ n'est pas trop floue... 19 fois sur 20.



Photothèque La Presse ©



Photo JACQUES BOISSINOT, La Presse ©

Un peu partout sur les routes de la province, les trois chefs de parti regarderont les sondages à la loupe et souhaiteront en tirer les leçons nécessaires d'ici le 14 avril.

# Les sondages électoraux : un exercice périlleux



LOUISE LEDUC

*PQ et PLQ ex aequo selon Léger Marketing. Neuf points d'écart chez*

*CROP. Les sondages peuvent se contredire et se tromper. Pourtant, ils pèsent lourd dans une campagne électorale.*

« Les sondages politiques nous procurent 1 % de nos revenus annuels, mais 99 % de nos problèmes ! » lance Christian Bourque, vice-président de Léger Marketing. C'est là-dessus qu'on est jugé, et on le sait très bien. En dehors des campagnes électorales, l'honneur des grandes maisons de sondage est toujours à peu près sauf. Qui peut prouver qu'elles ont tort en avançant que 97 % des Québécois se disent toujours ou la plupart du temps heureux ? Que 88 % des Québécois de sexe masculin se disent féministes ? Pendant les élections de 1998, CROP avait particulièrement mal paru, accordant en fin de parcours sept points d'avance au Parti québécois sur les libéraux. Dans les faits, le Parti libéral a bel et bien perdu, mais en obtenant 1 % plus de voix que son rival péquiste.

Question de préserver sa crédibilité, le président de CROP, Alain Giguère, crut alors nécessaire d'écrire une longue lettre dans les journaux pour se justifier, insistant sur le nombre élevé d'indécis qui, selon lui, fit toute la différence. « Notre dernier sondage terminé — rappelons-le, une semaine complète avant la journée des élections — indiquait clairement que 23 % des Québécois ayant déjà à ce moment-là choisi un parti ou un candidat affirmaient également que leur décision n'était pas définitive et qu'ils

pouvaient encore changer d'avis : près d'un électeur sur quatre au Québec ! » La leçon a-t-elle porté ? Jusqu'ici, à tout le moins, les médias font preuve de prudence. Les médias écrits donnent aujourd'hui les résultats de sondage avant et après répartition des indécis. Des tableaux disent même clairement quel pourcentage de ceux qui se disent plus favorables à un parti ou à un autre pourrait encore changer d'avis.

La chose n'est pas vaine, loin de là. « Nombreux sont les politologues qui estiment que les sondages peuvent tirer vers le haut ou vers le bas, qu'ils peuvent accélérer une montée ou une chute libre, note Claire Durand, professeur de sociologie à l'Université de Montréal spécialisée dans l'étude des sondages. Si c'est vrai, il est d'autant plus important que les résultats de sondages, qui sont considérés comme une information scientifique, s'approchent le plus possible de la réalité. »

Selon elle, les gens préfèrent sans doute s'associer à un parti gagnant qu'à un parti perdant. « Il n'est pas impossible, par exemple, que les militants libéraux se soient découragés en 1998 quand les sondages les ont mis si loin derrière. Les sondages ont pu avoir un effet démobilisateur. En France, on se dit d'ailleurs que si quelqu'un avait vu venir le Front national de Le Pen, le taux de participation au premier tour des présidentielles aurait été nettement plus élevé. »

Plus que de simples blessures à l'égo, de mauvaises prédictions peuvent donc influencer le jeu démocratique. C'est d'ailleurs précisément à cause des risques associés aux sondages erronés que leur publication trois jours avant des élections a un temps été interdite au fédéral. Jusqu'en mai 1998, en fait, alors que la Cour suprême, par une décision serrée, invalida cette disposition jugée contraire à la liberté d'expression.

### Tout est dans le spin !

Tout autant que les résultats de sondages en eux-mêmes, « c'est le spin qui leur est donné » qui importe aux partis, indique Michel Lalonde, vice-président du comité électoral de l'ADQ.

Le spin ? « Les partis se servent des sondages pour infléchir l'opinion publique, explique M. Lalonde. Par exemple, quand l'ADQ a commencé à descendre, nos adversaires ont dramatisé au possible cette baisse. Pourtant, la chose était inévitable, et prévue à l'ADQ. Quand, dans la foulée des partielles de l'été, nous avons atteint un sommet de 37 % en septembre, nous savions pertinemment que nous n'allions pas rester aussi haut dans les intentions de vote. La question, ce n'était pas de savoir si nous allions descendre — ce qui

était certain — mais à quel point nous allions descendre. » Le spin, c'est encore l'interprétation que font ou que retiennent les médias d'un sondage, interprétation parfois totalement erronée. « Quand un petit point de pourcentage séparait dans le passé deux candidats, j'ai vu des médias clamer que l'un dépassait l'autre, se désolait Claire Durand. En réalité, quand il n'y a qu'une différence d'un pour cent, on ne peut absolument pas l'affirmer. À cause du jeu des marges d'erreur, on ne peut absolument pas dire lequel devance l'autre. »

Selon Michel Lalonde, de l'ADQ, le Parti québécois mène probablement des sondages intensifs quotidiens ces temps-ci. L'ADQ n'en a pas les moyens. « Un sondage d'opinion de surface coûte au minimum 5000 \$. Pour avoir un peu de chair sur l'os, il faut déboursier au minimum entre 10 000 et 40 000 \$. Les grands partis, eux, font même des études de segmentation à 60 000 \$. À l'ADQ, on ne peut pas se le permettre. »

Notons que le PLQ et le PQ n'ont pas souhaité offrir leurs commentaires dans le cadre de cet article. Leurs chefs, tout comme celui de l'ADQ, soutiennent cependant prendre les sondages avec un grain de sel. Là-dessus, mentent-ils un peu, beaucoup ou effrontément ? !

## Vite, des astrologues !

LOUISE LEDUC

« PAR LA STATISTIQUE, je pourrais prouver l'existence de Dieu », aurait dit un jour dans un élan de confiance George Gallup, fondateur de l'institut Gallup.

Peut-être était-ce peu après les élections de 1936, aux États-Unis. Le *Literary Digest* avait alors prédit que Alfred Landon — Alfred qui ? — serait élu à la présidence des États-Unis avec 54 % des suffrages. Dans les faits, Franklin Roosevelt écrasa plutôt son adversaire, avec 63 % des voix. George Gallup, jeune diplômé de Yale, avait, lui, vu juste et en tira une gloire instantanée, mise à mal 12 ans plus tard quand il prédit à tort la victoire de Thomas Dewey contre Harry Truman.

Le défunt Institut québécois d'opinion publique (IQOP) ne

fit pas mieux. Qui remportera les élections de 1976 ? Les libéraux ! annonça-t-il. Qui gagnera le référendum ? Le OUI. C'en était trop, l'IQOP disparut du paysage.

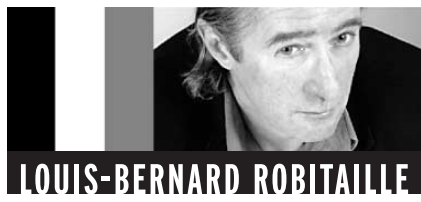
Les grandes firmes de sondages ne sont pas à l'abri de l'erreur. Ainsi, en 1993, CROP a prédit la défaite de Jean Chrétien dans sa circonscription. Le premier ministre l'emporta par 6000 voix de majorité.

Qui remportera les élections de 1998 ? Aucun doute possible, dirent en chœur les sondeurs. Le PQ, facilement, avec une majorité de 2 % à 10 % des voix. Dans la réalité, le PQ l'emportera avec moins de voix que le Parti libéral.

Les instituts de sondage français n'ont pas moins gaffé lors des dernières présidentielles, alors qu'aucun d'entre eux n'avait prévu la présence de Le Pen au second tour.

# Une puissance en déclin

Les Américains vont voir décroître leur empire, soutient le démographe Emmanuel Todd



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

*Les États-Unis, dit Emmanuel Todd, forment un empire en déclin. Avec un déficit commercial qui frôle les 500 milliards, ils sont devenus dépendants du monde extérieur, à la fois pour les produits manufacturés et les capitaux. D'où leur besoin crucial d'inventer des ennemis menaçants pour la sécurité de la planète. Mais les « États voyous » qu'ils ont identifiés sont en réalité d'insignifiantes puissances militaires.*

Le démographe et historien Emmanuel Todd n'y va pas de main morte. Dans un livre de « jeunesse », publié en 1976, et qui avait fait quelque bruit, il avait prédit la « chute finale » de la sphère soviétique : entre les graves problèmes économiques du communisme et les aspirations irrépressibles d'une population fortement scolarisée et sortie de l'arriération, le système soviétique était condamné à brève échéance. Dix ans plus tard, sous la houlette de Gorbatchev, l'implosion commençait.

Aujourd'hui, il pousse un peu plus loin la provocation. L'URSS de 1976 était certes puissante, mais manifestement en crise. Tandis que les États-Unis de 2003 apparaissent aux yeux du monde entier comme un pays au sommet de la puissance et de la prospérité : taux de croissance supérieur à ceux de l'Europe et du Japon, faible taux de chômage, suprématie militaire incontestée. Todd, qui a des arguments, même si certains lui reprochent des raccourcis et des exagérations, annonce cette fois rien de moins que « la décomposition du système américain », dans un livre publié en septembre dernier — *Après l'Empire* (233 pages, Gallimard, septembre 2002).

Pour Emmanuel Todd, les États-Unis, qui ont été effectivement un empire puissant après 1945, puis le protecteur efficace et vital de l'Europe et du Japon face à la menace soviétique, sont aujourd'hui en déclin. Et d'abord en déclin économique. Au cours des 12 dernières années, le déficit commercial américain est passé de 100 à 500 milliards de dollars par année. Les États-Unis sont maintenant dépendants de « l'Eurasie », à la fois pour leur approvisionnement et les flux financiers. Plus grave : le déficit commercial maintient la balance industrielle et technologique. Elle était encore

bénéficiaire il y a quelques années. Mais cette suprématie a fondu de manière accélérée — dans le secteur de l'aéronautique avec Airbus, dans celui des satellites avec Ariane, mais aussi pour les téléphones portables etc. — et la balance est aujourd'hui légèrement déficitaire.

L'Amérique ne doit l'équilibre de sa balance des paiements qu'à « une contribution volontaire en provenance de classes favorisées de l'Eurasie, à hauteur de 1,5 milliard de dollars par jour ». Or, cette contribution ne peut se perpétuer que si les États-Unis peuvent encore apparaître comme le seul refuge et protecteur mondial contre « l'insécurité » et les diverses menaces militaires. « Washington a bien tenté, après 1991, de présenter la Russie comme une survivance menaçante de l'ex-URSS, mais cette stratégie a échoué, et la Russie de Poutine, malgré la Tchétchénie, est en train de réintégrer le club des pays démocratiques. » D'où la logique de ce système « impérial-encadré » qui pousse les États Unis à inventer des menaces internationales graves.

« Mais il s'agit de petits pays et de petites menaces. Et même si, en choisissant l'Irak, pays capital pour les approvisionnements pétroliers de l'Eurasie, l'Amérique pensait impressionner l'Europe ou le Japon, la manœuvre a totalement échoué. Bien au contraire, elle est en train de précipiter la crise du système, en provoquant la dissidence de l'Allemagne et des opinions européennes, sans parler de la Chine et du Japon. Plus ou

moins rationnellement, les États-Unis pensaient provoquer le ralliement plus ou moins forcé de leurs anciens protégés eurasiens. Ils sont en train d'obtenir, selon Emmanuel Todd, la constitution d'un axe Paris-Berlin-Moscou qui devient prédominant dans un monde en fait déjà multipolaire. En essayant de tenir le rôle de l'hyperpuissance mondiale — dont ils n'ont pas les moyens —, les États-Unis mettent à nu et accélèrent leur déclin.

La Presse a rencontré Emmanuel Todd à Paris cette semaine.

**Q** La Presse : Vous dites qu'en s'attaquant à l'Irak, les États-Unis sont en train de « s'inventer » délibérément (et cyniquement) la menace mondiale dont ils ont besoin pour perpétuer leur suprématie impériale. Mais, dans le dossier irakien, n'y a-t-il pas aussi, plus simplement, des motivations d'ordre psychanalytique, c'est-à-dire le besoin de « venger » publiquement les attentats du 11 septembre ?

**R** Emmanuel Todd : D'abord je n'ai jamais dit que, de la part des dirigeants américains, il y avait un calcul conscient de ce genre. Même pas dans la tête de Donald Rumsfeld ou de Paul Wolfowitz. Je dis qu'il s'agit d'une rationalité cachée du système. De 1945 à 1991, les États-Unis ont joué le rôle bien réel de protecteurs des démocraties contre l'URSS. Du coup, cela leur garantissait la soumission volontaire des pays concernés. Avec l'effondrement du communisme, et la transition de la Russie vers la démocratie, ce système a eu besoin en effet d'inventer des « menaces » internationales graves. D'où cet « axe du mal ». Mais de quels pays s'agit-il ? De Cuba. De la Corée du Nord, qui est une dictature « familiale » isolée, condamnée à brève échéance, et qui n'a pas les moyens de menacer ses voisins. De l'Iran, qui est justement en train de dériver vers la démocratie. De l'Irak, devenu un

nain militaire, et qui ne constitue plus un danger. Évidemment, l'Irak apparaissait a priori comme un bon choix pour re-légitimer le rôle central américain : c'est la région du monde dont l'Eurasie a un besoin vital pour ses approvisionnements pétroliers. Mais si les États-Unis ont les moyens de faire une expédition militaire à peu de frais contre l'Irak, ils n'ont même pas ceux à terme de contrôler les champs pétrolifères. Pour cela il faudrait laisser beaucoup de troupes sur le terrain, et donc avoir des morts. Ce dont les Américains ne veulent pas.

**Q** On peut imaginer que leur plan consiste à installer à Bagdad un gouvernement plus ou moins démocratique, et pro-occidental. Ce qui est une façon d'assurer le libre accès aux puits de pétrole...

**R** Il se passera, à une autre échelle, ce qu'on constate aujourd'hui en Afghanistan, où le gouvernement de Karzaï ne contrôle que Kaboul. Il n'y aura pas davantage de gouvernement occidental en Irak, mais un éclatement entre zones dissidentes, les chiites d'un côté, les Kurdes de l'autre. Pour tenir les puits de pétrole, il faudrait déployer des troupes un peu partout sur le territoire. Puisque vous parlez de psychanalyse, je note ceci : les responsables américains passent leur temps à parler de force militaire, à l'exhiber. Mais lorsqu'il s'est agi de véritablement l'utiliser pour « venger » le 11 septembre, on n'a rien vu du tout. Si les Américains avaient sé-



Photo ALAIN ROBERGE, archives La Presse ©

Preuve de leur déclin, les Américains ne peuvent maintenant s'en prendre qu'à des puissances secondaires, selon Emmanuel Todd.

rieusement voulu capturer ben Laden, ils auraient dû envoyer leurs troupes au sol. Bref, ils auraient fait une vraie guerre, en prenant des risques. Au lieu de quoi, ils se sont contentés de bombarder, puis de faire faire le travail par l'Alliance du Nord, et enfin de confier la traque de ben Laden à des mercenaires. Ce manque de « motivation » et de détermination rend aujourd'hui d'autant plus dérisoires leurs

— en allemand — devant le Bundestag. Après le 11 septembre, Poutine a choisi le camp américain. Il a même apporté en Afghanistan une aide militaire essentielle aux Américains, qui n'auraient pas pu l'emporter aussi facilement sans eux. On a cru que la Russie faisait acte d'obédience à Washington. En réalité, elle était en train d'obtenir son brevet de « nouvelle démocratie », et de réintégrer l'espace démocratique européen. Réduite à 140 millions d'habitants, la Russie a renoncé à jouer à la superpuissance mondiale. Mais elle a vocation à jouer son rôle de grande puissance — militaire notamment — dans son espace naturel, à cheval sur l'Europe et l'Asie. On a cru à tort que le rapprochement avec les États-Unis constituait la priorité stratégique de la Russie. En fait sa vocation est d'abord européenne. Et l'affaire irakienne a constitué le déclin, le révélateur. Désormais, il est clair qu'il existe un axe Paris-Berlin-Moscou, qui dispose d'un poids économique et politique énorme. Et il est là pour durer.

**Q** Il n'en reste pas moins que la Grande-Bretagne et l'Espagne ont réussi à rallier un nombre important de pays européens, notamment en ancienne Europe de l'Est...

**R** C'est un écran de fumée qui va se dissiper rapidement. Il suffit de regarder les chiffres du commerce. Prenez la Pologne : elle

commerce avec la zone euro 15 fois plus qu'avec les États-Unis. Même la Grande-Bretagne a des échanges avec l'Europe 3,5 fois plus importants qu'avec l'Amérique. Il y a là une tendance de fond irrésistible. Le jour où ces pays seront au pied du mur, leur choix ne fera pas de doute.

**Q** Vous semblez sous-estimer gravement les capacités de nuisance économique américaines vis-à-vis de l'Europe. Justement parce que la plupart des pays ont une balance commerciale bénéficiaire avec les États-Unis, ceux-ci n'ont-ils pas à leur disposition de vraies mesures de rétorsion à l'encontre d'alliés récalcitrants ?

**R** Je crois que c'est exactement le contraire. Ce sont les États-Unis qui sont dépendants de l'Eurasie, à la fois pour leurs approvisionnements et les flux continuels de capitaux. Ils ont pu, ici et là, exercer des représailles très limitées sur tel ou tel produit. Mais ce serait pour eux suicidaire de se lancer dans une vraie guerre économique avec l'Europe, la Chine ou le Japon. En préparant cette guerre — et escomptant naïvement que tout le monde s'y rallierait — George Bush a voulu réaffirmer la centralité et le rôle de régulateur militaire mondial de son pays. Il a réussi à accélérer, au contraire, le processus d'autonomisation de l'Eurasie. Et ce processus est irréversible. Il va forcer les États Unis à reformuler un rôle à leur vraie dimension : celle d'un très grand pays, prospère et dynamique, mais qui n'est plus la superpuissance mondiale d'hier. Seulement une très grande puissance, parmi deux ou trois autres, au sein d'un monde multipolaire.

Si les États-Unis ont les moyens de faire une expédition militaire à peu de frais contre l'Irak, ils n'ont même pas ceux à terme de contrôler les champs pétrolifères.